

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Communauté d'Agglomération du Boulonnais

Régularisation administrative des réseaux d'assainissement pluvial du bassin versant de la station d'épuration de Le Portel

arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre du Code de l'Environnement, Livre II

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration relevant de la rubrique 2.2.3.0 de la nomenclature de l'article R 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature de l'article R 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2014 modifiant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin côtier du Boulonnais approuvé le 9 janvier 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU le dossier de déclaration déposé conjointement le 12 août 2013 par la Mairie de Le Portel concernant la régularisation administrative des réseaux d'assainissement pluvial du bassin versant de la station d'épuration de Le Portel ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 13 août 2013;

VU le transfert de compétence de l'assainissement eaux pluviales à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais ;

VU le courrier adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques le 4 juillet 2019;

VU l'absence d'observation du pétitionnaire concernant les prescriptions spécifiques ;

CONSIDERANT que les travaux programmés sur les réseaux d'assainissement pluvial du bassin versant de la station d'épuration de Le Portel et que la surveillance des principaux rejets dans le milieu naturel participeront à l'amélioration de la qualité des eaux de baignade à Le Portel ;

SUR proposition de M. Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1er - Définition

Pour l'application du présent arrêté, on entend par pétitionnaire, la Communauté d'Agglomération du Boulonnais siégeant 1, Boulevard du Bassin Napoléon – BP 755 à BOULOGNE SUR MER (62321).

Article 2 - Ouvrages de collecte des eaux pluviales

Le système d'assainissement pluvial du bassin versant de la station d'épuration de Le Portel comprend :

- les canalisations de collecte des eaux de pluie sur les territoires d'Outreau (sur ce bassin versant et de Le Portel ;
- un déversoir d'orage ;
- un poste de refoulement ;
- un bassin de rétention ;
- les exutoires.

Sauf dispositions antérieures l'autorisant, aucun effluent, autre que les eaux de pluie, ne sera raccordé aux réseaux d'assainissement pluvial des communes de Le Portel et d'Outreau.

Article 3 - Qualité des eaux rejetées et surveillance des rejets

Qualité des eaux rejetées

L'objectif minimum à atteindre sur les concentrations des eaux rejetées dans le milieu naturel est le suivant :

Paramètres	Concentrations maximales en mg/L
MES	30
DCO	40
DBO5	10
NTK	3
Phosphore total	0,5
Plomb	0,1
Zinc	0,2
Hydrocarbures	5

Surveillance des rejets

- Rejets 667160 et 667150 :

Le pétitionnaire est tenu de réaliser l'analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel au moins deux fois par an (au printemps et en été) sur les paramètres fixés à l'article 3 du présent arrêté, ainsi que sur la microbiologie (Entérocoques intestinaux et Escherichia Coli). Le prélèvement sera ponctuel.

Article 4- Entretien et surveillance des ouvrages

Les ouvrages seront régulièrement entretenus de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence, en respectant les instructions des constructeurs.

Le pétitionnaire doit informer le service chargé de la police de l'eau au minimum deux mois avant le début effectif de travaux d'entretien des ouvrages susceptibles d'avoir une incidence sur le milieu naturel.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, dans le mois suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à en réduire les impacts ou demander le report de ces opérations si ces impacts sont jugés excessifs.

Le pétitionnaire s'engage à supporter les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution de travaux d'entretien ou d'aménagement. Il s'engage à supporter toutes conséquences de quelques natures que ce soient de ces travaux sans pouvoir mettre en cause l'Etat, ni élever, de ce chef, aucune réclamation ou demander aucune indemnité que ce soit.

Article 5 - Prévention des pollutions accidentelles

Le pétitionnaire prend toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations du milieu naturel, tant en phase d'exploitation des installations que lors de travaux sur les ouvrages.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au service chargé de la police de l'eau, les incidents ou accidents intéressant les installations et ouvrages, faisant l'objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le pétitionnaire doit prendre ou faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences, y remédier et éviter qu'il ne se reproduise.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exploitation des installations ou de l'exécution de travaux sur les ouvrages.

Article 6 – Mesures d'accompagnement

Le pétitionnaire est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- pour les secteurs en réseau séparatif, imposer une gestion des eaux pluviales à la parcelle avec infiltration, sauf impossibilité technique à démontrer ;
- en cas d'extension urbaine en amont du réseau unitaire, imposer une gestion des eaux pluviales à la parcelle avec infiltration pour les nouvelles constructions, sauf impossibilité technique à démontrer ;
- A défaut de possibilité d'infiltration, les eaux pluviales devront être tamponnées à hauteur de l'événement pluvieux critique de période de retour 100 ans avec un débit de fuite de 2l/s/ha, et traitées avant rejet dans le réseau ;
- procéder au contrôle et imposer la mise en conformité des branchements sur les réseaux de collecte habitation par habitation ;
- limiter les surfaces imperméabilisées de chaque projet d'urbanisation à 50% de la surface totale mise en acquisition. A ce titre, l'emploi de matériaux poreux sera préconisé pour les entrées de garages, terrasses, trottoirs,...

- engager la réflexion sur l'emploi de toitures végétalisées pour les habitats de type semi-collectifs et collectifs ;
- préconiser l'emploi de citerne de récupération des eaux de toitures à la parcelle (habitat individuel) et pour les aménagements de type habitats semi-collectifs et collectifs.

Article 7 - Information du service en charge de la police de l'eau

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre comportant :

- les plans des réseaux de collecte ;
- le programme pluri-annuel des travaux envisagés sur les réseaux ;
- le bilan des travaux réalisés ;
- les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier ;
- la quantité annuelle de sous-produits de curage et de décantation des réseaux de collecte évacués ainsi que leur destination ;
- les résultats de l'ensemble des contrôles, mesures et analyses imposés par l'article 3 du présent arrêté.

Ce registre est mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et conservé pour une période d'au moins dix ans. Une synthèse de ce registre sera transmise annuellement au service chargé de la police de l'eau.

Les résultats commentés des mesures de surveillance prévues par l'article 3 du présent arrêté seront transmis au service chargé de la police de l'eau avant la fin du mois de décembre de chaque année.

En cas de dépassement des normes fixées par l'article 3 du présent arrêté, la transmission des résultats d'analyses au service chargé de la police de l'eau est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En cas de respect des normes fixées par l'article 3 du présent arrêté, durant quatre années consécutives, le pétitionnaire pourra adapter le programme de surveillance, en concertation avec le service chargé de la police de l'eau.

Article 8 - Contrôle des installations et ouvrages

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir en matière de police de l'eau.

Les agents du service chargé de la police de l'eau auront libre accès à tout moment aux installations et ouvrages, autorisés par le présent arrêté. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Le pétitionnaire devra, sur leur réquisition, permettre aux agents du service chargé de la police de l'eau de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

D'autre part, il pourra être procédé, inopinément à tout instant par les agents du service chargé de la police de l'eau à des prélèvements d'échantillons d'eau sur le rejet d'eaux pluviales et à leur analyse par un laboratoire agréé. Dans ce cas, un double de l'échantillon sera remis au pétitionnaire.

Les analyses pourront concerner l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 3 du présent arrêté, et tout autre paramètre relatif à ce type d'effluent.

Les résultats des contrôles seront transmis au pétitionnaire par le service chargé de la police de l'eau.

Article 9 - Modification des installations

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux évolutions de la réglementation.

Le pétitionnaire informera préalablement le préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de déclaration conformément à l'article R 214-40 du code de l'environnement.

Le Préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L214-3 du code l'environnement.

Le pétitionnaire fournira tous les 3 ans au service chargé de la police de l'eau les plans de récolement des réseaux ainsi que les dossiers techniques correspondants.

Article 10 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11- Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 12 – Publication et information des tiers

Le présent arrêté pourra être consulté en mairies de Le Portel et d'Outreau.

Il sera publié sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de quatre mois.

Il sera adressé aux conseils municipaux des communes de Le Portel et d'Outreau.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en mairies de Le Portel et d'Outreau pendant une durée minimale d'un mois ; un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Messieurs les maires.

Article 13- Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de LILLE :

1° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais ou de l'affichage du présent arrêté en mairies de Le Portel et d'Outreau ;

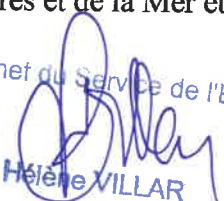
2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté lui a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3 500 habitants.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique ; ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 14 - Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais Messieurs les maires de Le Portel et d'Outreau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais.

ARRAS, le 14 AOUT 2019
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer et par subdélégation,
L'Adjointe au Chef du Service de l'Environnement

Hélène VILLAR

Copie sera adressée à :

- MM. les Maires de LE PORTEL et OUTREAU
- M. le Sous-Préfet de Boulogne-Sur-Mer,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France,
- M. le Président de la CLE du SAGE du Bassin Côtier du Boulonnais.

